



Se préparer à la contre-offensive !

Bulletin du NPA - Renault SOVAB (Batilly)

8/10/15

Le 8 octobre, est organisée une journée de grève et de manifestations interprofessionnelle pour les salaires et l'emploi, contre la politique gouvernementale et patronale. Il faut dire que les raisons de manifester ne cessent de grandir.

Tout pour les patrons

La volonté du gouvernement a été clairement énoncée : *"il faut adapter le travail à la réalité des entreprises"*, c'est à dire accéder à tous les désirs des patrons. Or, ceux-ci ne sont pas à plaindre, tel Carlos Ghosn, patron de Renault, qui a bénéficié d'une hausse de sa rémunération de...174% en 2014. La propagande gouvernement-patronat voudrait nous faire croire que les problèmes d'emploi seraient liés à la rigidité des salaires, à la difficulté de licencier, aux trop grands obstacles liés à la sécurité et à la santé des salariés.

Casser le code du travail

Ce qu'il reste du code du travail, après de nombreuses dérogations accordées aux employeurs, est encore trop à leurs yeux. Une offensive sans précédent est actuellement menée contre ce qui est devenu l'ennemi numéro un de l'emploi dans la bouche des gouvernants, patrons et autres économistes et experts à leur service : le code du travail. Les grandes questions comme les salaires, le temps de travail, devraient pour eux résulter d'une "négociation", forcément inégale dans l'entreprise elle-même. Les lois sociales conquises de haute lutte par les salariés étaient justement faites pour compenser l'inégalité entre patrons et salariés.

Chantage du gouvernement et des patrons

Le gouvernement montre l'exemple comme employeur : l'accord dans la fonction publique (dit « PPCR ») n'est pas approuvé par une majorité de syndicats, malgré l'adhésion de la FSU. Qu'à cela ne tienne, Valls veut l'appliquer tout de même ! Et les exemples sont légions où, par le chantage à l'emploi, les patrons obtiennent déjà que leurs salariés travaillent plus pour gagner moins, comme à l'usine Smart de Moselle, ou à Air France où les pilotes sont sommés de travailler 100 heures de plus pour le même salaire ! Pour protester contre le plan de la direction - l'augmentation du temps de travail ou la suppression de 2900 emplois - les

salariés d'Air France ont envahi le comité d'entreprise ce lundi : la direction a porté plainte pour 'violence aggravée' car son DRH a été bousculé et en a perdu sa chemise, mais la véritable violence est du côté de ceux qui exploitent et licencient et de leur système qui broient des vies.

Quel monde veut-on ?

On nous montre des exemples de "modernité", face aux "lourdeurs" françaises. Ah oui ? la modernité, ce sont les contrats zéro heure de Grande-Bretagne ? Où 1,5 million de salariés travaillent à la disposition entière de leur patron, car celui-ci n'est pas tenu de leur fournir du travail ? Où par contre, les salariés doivent accourir dès qu'ils sont appelés. Pas de congé maladie, maternité, aucun préavis en cas de licenciement. C'est ça la modernité ? La Grande-Bretagne est aujourd'hui le pays le plus inégalitaire d'Europe.

Quant à l'Allemagne, dont on vante ici la bonne santé économique et la flexibilité du contrat de travail, la pauvreté a augmenté au fur et à mesure que le chômage baissait, et un sixième de la population vit aujourd'hui dans la pauvreté, avec les mini-jobs instaurés il y a des années. C'est cela que nous voulons comme avenir ?

Réagir à la hauteur des attaques

Force est de constater que nos réactions sont très loin d'être à la hauteur des attaques menées. Les grandes organisations syndicales soit se précipitent pour signer tous les reculs, soit organisent de temps en temps une journée d'action sans lendemain. La réponse doit venir de notre camp. Car nous sommes tous concernés. Le budget pour l'année à venir montre les priorités du gouvernement : coupes dans tout ce qui est social, et subventions aux entreprises, qui débordent pourtant de profits. Comment renverser la vapeur ? Montrer notre force lorsqu'on nous le propose comme ce 8 octobre, et se saisir de toutes les opportunités pour organiser la contre-offensive à la hauteur des enjeux, tous ensemble.

VOLKSWAGEN : LA TRICHE AU COEUR DU CAPITALISME

Rabaisser les normes... pour plus de profits !

Pour l'Europe, les normes anti-pollution, dont on apprend qu'elles ne sont pas appliquées, sont régulièrement renégociées avec les constructeurs automobiles depuis 1993. Pas de naïveté : santé publique et réchauffement climatique ne sont pas leurs premières motivations car les intérêts concurrentiels savent se faire entendre. L'industrie automobile n'est pas sortie stabilisée de la crise de 2008-2009, et la concurrence s'exacerbe sur tous les marchés. Ce qui se passe aujourd'hui en est la conséquence.

Les dirigeants sauront toujours s'en sortir, à l'exemple du président de Volkswagen « remercié »... avec 25 millions d'euros !

Le scandale d'aujourd'hui est l'expression condensée d'un système fondé sur la concurrence, la propriété privée et le profit de quelques-uns. Les fraudes se sont développées à cette échelle car le secret garanti, croyaient-ils, l'impunité aux puissants. La levée du secret qui préside aujourd'hui aux opérations industrielles et financières dans tous les domaines de la production capitaliste est une exigence élémentaire à conquérir. Et c'est bien le procès du mode de production capitaliste qu'il faut instruire.

SALAIRES : ÇA NE S'INVERSE PAS

Pour la deuxième année consécutive, l'INSEE constate que les salariés ont connu une baisse de leur pouvoir d'achat, avec une baisse des salaires nets de 0,3% en moyenne, et bien plus pour les ouvriers... mais les salaires des patrons des grosses sociétés, celles du CAC 40, augmentent de 6 % en moyenne par an. Ils atteignent ainsi une moyenne de 4,21 millions d'euros annuels !

DE L'ARGENT, IL Y EN A DANS LES POCHEs DU PATRONAT !

Aujourd'hui jeudi 8 octobre, des salariés du public et du privé étaient en grève et ont manifesté pour l'augmentation des salaires, des pensions et des indemnités et contre la casse du code du travail.

Travailler plus pour gagner moins, c'est la devise que le gouvernement essaye d'imposer à la demande du patronat. L'entreprise SMART en Moselle a clairement montré où voulaient en venir le patronat et le gouvernement : augmenter le temps de travail à 39h00 sans augmenter les salaires. Or, ce n'est pas la première fois que les entreprises font du chantage à l'emploi contre des baisses de salaires ou des

augmentations du temps de travail. Et on sait où ça mène au bout du compte : les salariés acceptent les sacrifices et finalement l'entreprise ferme quand même, comme à Goodyear ou Continental. Dans le même temps, les services publics subissent des coupes sombres budgétaires, des privatisations et une pénurie de personnel alors qu'ils sont absolument nécessaires à la population.

Ce ne sont pas les salariés qui coûtent cher à la société, ce n'est pas le coût du travail qui est trop élevé ! C'est le coût du capital qui plombe l'économie et notre capacité à vivre avec les moyens suffisants pour toutes et tous ! Au premier semestre de cette année, les entreprises du CAC40 ont enregistré 38 milliards de profits, et les dividendes versés aux actionnaires continuent d'augmenter malgré la crise – ils ont reçu 56 milliards d'euros en 2014, ce qui représente une hausse de 30%. Les entreprises reçoivent près de 250 milliards d'euros d'aides diverses et n'embauchent pas ! Et tout ça sans compter les dizaines de milliards de la fraude fiscale et à la protection sociale !

Ça suffit d'être toujours à nous, salariés, précaires, chômeurs, retraités, de faire des sacrifices !

LES TRAVAILLEURS DE CHRYSLER REFUSENT MASIVEMENT L'ACCORD SUR LES SALAIRES

Les salariés de Chrysler, FCA Fiat Chrysler aux Etats-Unis, ont massivement voté contre l'accord qu'avait signé l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile, avec le groupe automobile.

Selon les résultats totaux en date du 1^{er} octobre 2015, 65% des salariés syndiqués ont voté « non ». L'UAW représente 40 000 travailleurs chez Chrysler.

L'usine de Toledo dans l'Ohio, avec 5000 membres, a obtenu un refus massif par 87% des ouvriers et 80% des techniciens.

C'est le maintien à l'identique du système de salaires à deux niveaux, en fonction de la date d'entrée dans l'entreprise, qui suscite l'indignation et qui est la cause principale du rejet parmi les ouvriers. Alors que les directions syndicales avaient promis de remettre en cause ce système, elles n'ont rien obtenu et aujourd'hui 45 % des salariés de Chrysler couverts par l'accord appartiennent au niveau inférieur.

Ce résultat est d'autant plus important que les négociations dans l'industrie automobile américaine se déroulent séparément par groupe et successivement pour chacun des trois grands groupes. Cette année c'est chez Chrysler que les négociations avaient commencé, là où à priori le patronat est le plus intransigeant.